

## **CONTRAT**

**FRANCE TRAVAIL DIRECTION GENERALE**

**MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIF A LA REHABILITATION ET A LA  
CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION DU BATIMENT DE LA DIRECTION REGIONALE DE  
FRANCE TRAVAIL PAYS DE LA LOIRE À NANTES**

Procédure prévue aux articles R.2162-15 et suivants du code de la commande publique

## DISPOSITIONS PARTICULIERES

### A - Identité des parties

Le marché est conclu entre :

France Travail, établissement public administratif, représenté par son directeur général, Monsieur Thibault Guilluy, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 1-5 Avenue du Docteur Gley – 75020 PARIS,

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

Et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social ou siège, numéro de téléphone, courriel et forme juridique de la personne morale candidate.

Si différent, indiquer le nom, raison ou dénomination sociale, adresse, numéro de téléphone et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations.

représentée par :

Indiquer le nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en qualité de candidat individuel ;
- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

### B - Avance

En application de l'article VI.4 du Contrat, le Titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

Membres du groupement d'opérateurs économiques	Répartition de l'avance en pourcentage
	%
	%
	%
	%
	%

### C - Périodicité de versement des acomptes pour certains opérateurs économiques

En application de l'article VI.5 du contrat, et à la condition qu'il soit une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, ou un artisan, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, un société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprises adaptée, le Titulaire :

- ☐ demande que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois ;
- ☐ ne demande pas que la périodicité du versement des acomptes soit ramenée à un mois.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, indiquer la raison ou dénomination sociale du ou des membres du groupement demandant, pour ce motif, que la périodicité de versement des acomptes soit ramenée à un mois :

-----

-----

-----

-----

-----

-----

### D - Coordonnées bancaires ou postales

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le compte bancaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques et conformément aux dispositions de l'article VI. du Contrat, sur les comptes bancaires dont les relevés BIC IBAN sont joints.

Joindre sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

### E - Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées ou lieux d'exécution des prestations

## F - Notification du marché *(rubrique réservée à France Travail)*

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du Contrat :

- ☐ par courrier recommandé avec avis de réception postale  
Agrafer sur cette page l'avis de réception postale.
- ☐ par envoi *via* la plateforme de dématérialisation dont le Titulaire accuse réception  
Joindre sur cette page l'avis de réception dématérialisé.



## DISPOSITIONS GENERALES

### PREAMBULE

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Cette transformation consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

France Travail a en particulier pour mission d'accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail est composé de 18 directions régionales sur le territoire métropolitain et outre-mer.

Le bâtiment Crucy, actuel siège de la Direction Régionale de France Travail Pays de la Loire est implanté à l'adresse suivante : 1 rue de la Cale Crucy 44179 Nantes.

Construit en 1973 et composé de deux blocs attenants, ce bâtiment accueille actuellement les membres de la Direction Régionale, les directions Fonctions supports, ainsi que les organisations syndicales et le bureau du Comité Social et Économique.

Le projet prévoit une restructuration totale du bâtiment existant et une extension et/ou un épaississement de celui-ci au vu des premières approches de préféabilité/préprogrammation.

France Travail souhaite que ce projet réponde à trois objectifs prioritaires :

- La rénovation thermique des locaux et une recherche de performance environnementale ;
- La densification et l'optimisation des surfaces conformément aux directives de la Direction Immobilière de l'Etat ;
- La redéfinition des locaux en cohérence avec les nouveaux modes de travail (télétravail, flex office, etc.).

À l'issue de l'opération et dans un souci de densification, il est prévu que le site regroupe l'ensemble des services de la Direction régionale de France Travail Pays de la Loire déjà présents, ainsi que ceux de la Direction territoriale Loire-Atlantique, de la Direction de la production de services aux demandeurs d'emploi et 3 salles de formation (ERP) étant actuellement hors site.

### I. - OBJET DE LA CONSULTATION ET DEFINITION DES INTERVENANTS

#### I.1. - Objet du marché

Le présent marché de maîtrise d'œuvre a pour objet la restructuration totale du bâtiment Crucy et la construction d'une extension au bâtiment de la Direction régionale France Travail Pays de la Loire, d'une surface SUB totale d'environ 5 350 m<sup>2</sup>, situé 1 rue de la Cale Crucy à Nantes (44179).

## **I.2. - Définition des intervenants**

### **I.2.1. Maîtrise d'ouvrage**

France Travail désigne, lors de la notification du marché, un représentant qui est seul habilité à engager France Travail sur d'éventuelles modifications ou adaptations des prestations attendues et des délais d'exécution.

En cas de remplacement de cet interlocuteur, France Travail en avertit le Titulaire dans les conditions fixées à l'article VIII.1.

Le maître d'ouvrage a décidé de confier une mission de conduite d'opération (de l'étude de faisabilité jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement) à Crescendo conseil pour l'assister dans la conduite du projet. Le titulaire devra dans chacun de ses échanges avec le maître d'ouvrage mettre en copie Crescendo conseil.

Tous les avis du conducteur d'opération transmis au maître d'œuvre sont réputés avoir fait l'objet d'un accord du maître d'ouvrage et doivent donc être pris en compte comme s'ils provenaient du maître d'ouvrage.

Dans la suite du présent contrat, le conducteur d'opération est appelé maître d'ouvrage.

### **1.2.2. Contrôle technique**

La mission de contrôle technique sera assurée par un organisme désigné par France Travail et dont les coordonnées seront transmises au Titulaire. Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les missions normalisées confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- Mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- Mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions
- Mission LE relative à la solidité des existants
- Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Missions complémentaires : Hand, ATT HAND, TH, PHa, Consuel, VIE, ATT RE2020, DPE et analyse concours

### **1.2.3. Coordination pour la sécurité et protection de la santé**

La mission de coordination pour la sécurité et la protection de la santé, conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application, sera effectuée par un organisme désigné par France Travail et dont les coordonnées seront transmises au titulaire. L'opération est de niveau 1.

### **1.2.4 Coordination SSI**

La mission telle que décrite à l'article IV.4 est confiée au Maitre d'œuvre.

## **II. - FORME ET DUREE DU MARCHE**

### **II.1. - Forme du marché**

Le marché prend la forme d'un marché ordinaire portant sur les prestations suivantes :

<b>Prestations</b>
Etudes d'esquisses ESQ+ réalisées dans le cadre du concours.
Mise au point de l'esquisse Concours
Etudes APS
Etudes APD
Etudes Projet PRO
Assistance pour la passation des marchés de travaux AMT
Mission totale Etudes d'exécution EXE
Direction de l'exécution des contrats de travaux DET
Assistance aux opérations de réception AOR
Ordonnancement, pilotage et coordination OPC (Prestation Supplémentaire Eventuelle)
Mission SSI
Mission Synthèse
Mission simulation thermique dynamique (STD)

## **II.2. - Durée du marché**

Le marché est à conclure pour une période ferme allant de la date de notification de celui-ci au Titulaire, jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage exécuté.

A titre indicatif, France Travail prend possession de l'ouvrage objet des travaux en février 2029.

Le délai d'exécution de chaque élément de mission est fixé comme suit :

- Etudes d'esquisse réalisées lors du concours, incluant la mise au point de l'esquisse Concours : 3 semaines
- Etudes d'avant-projet sommaire : 5 semaines
- Etudes d'avant-projet définitif et rédaction du dossier de consultation de curage démolition anticipé : 7 semaines
- Etudes de projet : 11 semaines, incluant 2 semaines pour les demandes d'autorisation d'urbanisme
- Assistance pour la passation des marchés de travaux et travaux de curage anticipé : 4 semaines pour la rédaction du DCE travaux et 4 semaines pour l'analyse des offres pour chacun des rapports (curage + travaux)
- Etudes d'exécution : 1 mois
- Direction de l'exécution des marchés de travaux : 28 mois, incluant 6 mois pour le curage et la démolition
- Assistance aux opérations de réception : 1 mois
- Ordonnancement, pilotage et coordination OPC (Prestation Supplémentaire Eventuelle) : 28 mois
- Synthèse : 2 mois
- Mission SSI : 2 mois
- Mission simulation thermique dynamique (STD) : 7 semaines

Le point de départ de chacun de ces délais est notifié par un ordre de service émis par France Travail.

## **III. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- Le présent Contrat
- Le programme de l'opération et ses annexes
- Le bordereau des prix
- Le cadre de réponse (éléments de candidature)
- La Proposition technique du Titulaire et esquisses +
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement
- Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF et du CSTB édités et en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix et notamment :
  - Les règles de calculs et documents conformes aux DTU
  - Les documents techniques unifiés (DTU)
  - Les normes françaises P (bâtiment), C (électricité), D (gaz)
  - Les normes UTE - USE
  - Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages traditionnels
  - Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels
  - Plus généralement, tous les cahiers techniques ou cahiers des clauses spéciales techniques
  - Les règles générales de construction édictées par le décret 69-596 du 14 juin 1969 et les arrêtés d'application, ainsi que la réglementation sur les économies d'énergie publiée et en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix o

Les avenants et les ordres de service le cas échéant notifiés en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

#### **IV. - DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES**

Le contenu des éléments de mission doit respecter au minimum les dispositions des articles R.2431-1 et suivants du code de la commande publique.

La mission de base est établie conformément aux dispositions des articles R.2431-4 et suivants du code de la commande publique.

Les prestations attendues au titre du marché sont les suivantes :

##### **IV.1. - Etudes d'esquisses Plus réalisées dans le cadre du marché**

Compte tenu de possibles évolutions, il est envisageable que l'esquisse + remise par le lauréat attributaire du marché nécessite d'être remaniée pour parfaire son adaptation aux besoins de France Travail. Les candidats devront tenir compte de cette éventualité dans leur charge de travail et leur disponibilité en phase APD/PRO.

##### Suivi et validation par France Travail

Les études d'esquisses sont présentées à France Travail, pour approbation de la solution préconisée en proposant, éventuellement, certaines mises au point du programme et des études complémentaires (études géologiques, géotechniques, géotechnique (G2 AVP, PRO), acoustique (mesure initiale) environnementales ou urbaines).

## **IV.2. - Etudes d'avant-projet sommaire (APS)**

### Livrables attendus en phase APS :

- Note de présentation de l'avant-projet sommaire justifiant le parti retenu
- Liste des points dérogeant au programme
- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes à l'échelle de 1/200 (0,5 cm/m) avec certains détails significatifs au 1/100 (1 cm/m).
- Tableau des surfaces par ensemble fonctionnel.
- Notice descriptive sommaire (volumes intérieurs, aspects extérieurs, traitement des abords).
- Notice explicative des dispositions et performances techniques proposées.
- Notice sur les principaux matériaux intérieurs et extérieurs compris fiches techniques
- Note de calcul réglementation thermique
- Réalisation des quantitatifs et collectes de tous les éléments liés à l'ACV (E3C1)
- Extraction du taux de fiches individuelles / collectives
- Projet de notice d'accessibilité
- Projet de notice de sécurité
- Etude de faisabilité des approvisionnements en énergie – EFAE ; intégrant une étude d'opportunité sur la pertinence de mettre en place des systèmes de production EnR (cout d'investissement, cout d'exploitation, temps de retour ...)
- Simulation thermique dynamique – STD
- Note de calcul du Bbio
- Notice acoustique
- Notice environnementale inclus notamment le traitement des eaux sur la parcelle et autre note de calcul hydraulique
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches techniques ou fonctionnelles.
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux par lots
- Demande complémentaire de reconnaissance des sols.
- Compte-rendu des réunions avec France Travail reprenant les arbitrages effectués à ce stade de la prestation.

## **IV.3. - Etudes d'avant-projet définitif (APD)**

### Livrables attendus en phase APD :

- Formalisation graphique de l'APD proposé sous forme de plans, coupes, à l'échelle de 1/100 (1cm/m) avec certains détails au 1/50 (2 cm/m).
- Tracés de principe des réseaux extérieurs (1/100).
- Tableau des surfaces détaillées y compris en SHON, SU et SP.
- Descriptif détaillé des principes constructifs de fondations et de structures.
- Notice descriptive précisant les matériaux.
- Descriptif détaillé des solutions techniques retenues et notamment des installations techniques.
- Etude de faisabilité des approvisionnements en énergie (EFAE) mise à jour
- Etude de faisabilité géothermie GMI orange réalisé par expert agréé
- Simulation thermique dynamique (STD) mise à jour
- Réalisation des quantitatifs et collectes de tous les éléments liés à l'ACV (E3C1) mise à jour
- Notice acoustique
- Notice environnementale inclus notamment le traitement des eaux sur la parcelle
- Réponses aux remarques du contrôleur technique sur dossier APS
- Réponses aux remarques du coordonnateur SPS sur dossier APS
- Note de sécurité et plans de compartimentage, issues de secours, etc.

- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposé en lots techniques par lots sur la base d'un avant-métré à communiquer
- Constitution des dossiers nécessaires pour l'obtention des autorisations administratives.
- Montage juridique de la consultation : variantes, tranches, réceptions partielles, ...
- Compte-rendu des réunions avec France Travail reprenant les arbitrages effectués à ce stade de la prestation.

#### Suivi et validation par France Travail

Lors des phases APS et APD, des réunions de concertation sont organisées hebdomadairement avec France Travail lors desquelles le maître d'œuvre présente des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

Les livrables réalisés dans le cadre des études d'APS et d'APD font l'objet d'une validation par France Travail.

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour l'obtention des autorisations administratives nécessaires. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention des autorisations administratives (permis de construire, permis de démolir ...), constitue le ou les dossier(s) et assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction des dossiers.

Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception des autorisations administratives, il lui en transmet copie et procède, le cas échéant, à l'affichage réglementaire sur le terrain. Il veille à leur affichage en mairie.

#### **Les études de permis de construire - PC**

##### Livrables attendus en phase PC :

- Plans PC
- Formulaire PC Cerfa
- Notice de sécurité validée par le contrôleur technique
- Notice d'accessibilité validée par le contrôleur technique
- Attestation de prise en compte de la réglementation thermique
- Attestation de prise en compte de la réglementation sismique
- Et plus globalement tout document nécessaire au dépôt du permis de construire (Etude hydraulique, DLE, etc.)
- Dépôt sur plateforme GNAUr

#### **IV.4. - Mission de Coordination SSI**

Dans le cadre de cette mission, le maître d'œuvre est chargé de la mission de Coordination SSI induite par les notions définies par la norme NF S 61-932 parue en 1993, et qui est explicitement définie, en tant que principe de base aux règles d'installation, par la norme NF S 61-931 de février 2014.

La norme NF S 61-931 prescrit : « Une mission de coordination doit nécessairement présider à l'analyse des besoins de sécurité et à la conception du S.S.I. Cette mission doit également exister lors de la réalisation et lors de modifications ou extensions éventuelles ».

##### Pendant la phase de conception

Le coordinateur SSI définit les fonctionnalités du SSI.

La conception du SSI implique de la part du coordinateur SSI l'élaboration des pièces écrites et graphiques ci-après :

1°) Le concept de mise en sécurité :

Ce document permet de répondre aux besoins exprimés, décrit les principes de mise en sécurité et l'organisation du SSI prévus pour le bâtiment en fonction :

- de la réglementation en vigueur ;
- du respect des normes ;
- des demandes spécifiques du maître d'ouvrage et de celles liées à l'exploitation du bâtiment ;
- des matériels utilisés.

2°) Le cahier des charges fonctionnel SSI reprenant le concept de mise en sécurité et comprenant, au minimum :

- la catégorie du SSI et le type d'équipement d'alarme pour l'évacuation (EA) ;
- le niveau de surveillance au sens de la norme NF S 61-970 ;
- la définition des zones de détection et des zones de mise en sécurité (ZD et ZS) ;
- les scénarios types de mise en sécurité ;
- le tableau définissant la corrélation entre chaque ZD et les ZS ;
- le positionnement des matériels centraux et d'exploitation ainsi que leurs conditions d'implantation ;
- les fonctionnalités de l'UAE conformément aux normes NF S 61-932 et NF S 61-970 ;
- les modalités d'exploitation définies par le maître d'ouvrage et la définition des moyens techniques mis en œuvre en conséquence (alarme restreinte, générale et/ou générale sélective, temporisation, tableaux répéteurs...) ;
- la définition des modes de fonctionnement des DCT, des options de sécurité des DAS et des réarmements pour tous les différents constituants du SSI ;
- les éventuelles particularités d'exploitation du site ;
- la procédure de réception technique du SSI.

Le cahier des charges fonctionnel doit préciser explicitement les dispositions retenues dans le cadre du projet concerné, y compris celles concernant les éventuels ensembles indépendants tels que prévus au paragraphe 5.2.2 de la norme.

3°) Les plans définissant les limites géographiques des zones de mise en sécurité (ZS).

4°) L'avis portant sur l'examen de la cohérence des descriptifs techniques (hors quantitatifs) et des pièces graphiques relatifs aux équipements du SSI établis pour la consultation des entreprises de travaux.

#### Pendant la phase de réalisation

Le coordinateur SSI veille au respect des exigences définies pendant la phase conception lors de la mise en œuvre des équipements :

- Suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI mis en œuvre par l'examen des plans et documents d'exécution au regard du cahier des charges fonctionnel SSI et par l'examen non exhaustif des conditions d'implantations des équipements et des liaisons.
- Création ou mise à jour du dossier d'identité SSI conformément aux normes NF S 61-932 et, le cas échéant NF S 61-970 sur la base de la collecte auprès des entreprises ou de la maîtrise d'œuvre des documents nécessaires à sa constitution.

- Création ou mise à jour des tableaux de corrélations précisant pour chaque zone de mise en sécurité (ZS) la liste exhaustive des dispositifs commandés terminaux (DCT) qui la compose.
- Examen de la cohérence des éventuelles particularités d'exploitation du site avec les conditions ayant présidé à l'élaboration du concept de mise en sécurité.

#### Pendant la phase de réception

Préalablement à la réception technique, chaque installateur :

- réalise, pour chaque matériel qui le concerne l'ensemble des essais par autocontrôle tels que définis dans les normes NF S 61-970 et NF S 61-932.
- établit un document indiquant les résultats obtenus lors des essais par autocontrôle.

La réception technique, telle que définie dans les normes NF S 61-932 et NF S 61-970, doit prendre en compte la constitution complète du SSI comprenant le SMSI et l'éventuel SDI.

La réception technique est conclue par le rapport de réception technique, rédigé par le coordinateur SSI, portant :

- sur les documents administratifs et techniques du dossier d'identité ;
- sur le résultat des essais ;
- sur le respect des principes du cahier des charges fonctionnel SSI.

Ce document doit lister la totalité des essais réalisés et comporter une conclusion argumentée sur la réception de l'installation.

Le coordinateur SSI finalise le dossier d'identité du SSI à remettre au maître d'ouvrage. Ce dossier d'identité SSI doit être unique.

#### **IV.5. - Etudes de projet (PRO)**

Cette phase se déroule pendant l'instruction du dossier de demande d'autorisation administrative.

Elle a pour but de constituer un dossier de consultation des entreprises homogène qui est transmis pour examen au Bureau de Contrôle et au Coordonnateur SPS dont les observations devront être prises en compte avant le lancement de l'appel d'offres.

Le maître d'œuvre traite les lots techniques et présente des plans à l'échelle de 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale aux échelles appropriées. Ces documents doivent être compatibles avec ceux édités par les Bureaux d'Etudes Techniques.

Ce sont : plans de tous les niveaux 1/50, façades, coupes 1/50, détails significatifs permettant de comprendre et de chiffrer le projet à 1/20.

Il réalise un avant métré et établit le cadre de bordereau quantitatif qui sera complété par les entreprises consultées. Les quantités devront être vérifiées par les soumissionnaires, le marché étant traité à forfait. Il arrête le délai global de réalisation des travaux.

#### Livrables attendus en phase PRO :

- Plans : masse + plans, coupes et façades au 1/50ème
- Plans VRD, structure et fluides (CVC, plomberie, électricité)
- CCTP
- DPGF pour tous les lots, avec quantités non contractuelles s'agissant de marchés de travaux forfaitaires



- Tableau des surfaces
- Etude de faisabilité des approvisionnements en énergie (EFAE) définitive
- Simulation thermique dynamique (STD) définitive y compris pendant le chantier si les hypothèses retenues en phase conception sont modifiées
- Réalisation des quantitatifs et collectes de tous les éléments liés à l'ACV (E3C1) mise à jour
- Note de calcul réglementation thermique définitive y compris pendant le chantier si les hypothèses retenues en phase conception sont modifiées
- Notice acoustique y compris pendant le chantier si les hypothèses retenues en phase conception sont modifiées
- Notice environnementale y compris pendant le chantier si les hypothèses retenues en phase conception sont modifiées
- Réponses aux remarques du contrôleur technique sur dossier APD
- Réponses aux remarques du coordonnateur SPS sur dossier APD
- Liste des variantes obligatoires et/ou facultatives
- Estimation définitive des travaux par lots (compris variantes obligatoires) sur la base d'un avant-métré à communiquer

#### Simulation thermique dynamique (STD)

Une étude de simulation thermique dynamique permettant de vérifier le respect des conditions de confort hiver et été dans les locaux est réalisée par la maîtrise d'œuvre en phase APS puis mise à jour en phase APD. Les objectifs à atteindre sont fixés par le maître d'ouvrage dans le programme ou à défaut sont communiquées lors de la validation de la mission ESQ. Il appartient à la maîtrise d'œuvre de demander à la maîtrise d'ouvrage (à l'aide d'un document synthétique) les hypothèses à prendre en compte en termes d'utilisation du bâtiment.

Une réunion spécifique est organisée par le maître d'œuvre pour présenter l'étude au maître d'ouvrage.

Il appartient à la maîtrise d'œuvre de proposer autant de versions nécessaires à l'atteinte des objectifs.

#### **IV.6. - Assistance pour la passation des contrats de travaux (AMT)**

Au titre de cette mission AMT, le maître d'ouvrage élabore les pièces administratives du DCE des entreprises en fonction du choix du mode de dévolution des marchés de travaux effectué par France Travail à l'issue de la phase projet.

Le maître d'œuvre élabore les pièces techniques du DCE présenté aux entreprises de travaux. Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises, qu'il a élaborées ou qui ont été fournies par France Travail, les collecte et les intègre dans le DCE. Il élabore également le cadre de décomposition des prix globaux et forfaitaires soumis aux candidats.

Le maître d'œuvre propose également à France Travail les adaptations aux pièces administratives qui lui semblent nécessaires pour tenir compte des particularités de l'opération.

L'assistance auprès du maître d'ouvrage comprend également :

- la proposition à France Travail des critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité ;

- l'établissement d'un rapport d'analyse des candidatures et proposition de sélection des candidats à France Travail ;
- l'accompagnement et prise en charge des visites obligatoires du bâtiment à réaliser par les entreprises et prise en compte du bordereau de visite ;
- le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises ;
- l'établissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres et, s'il y a lieu, leurs variantes ; dans le cas où des variantes, acceptées par France Travail, remettent en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, la reprise des études donnera lieu à une rémunération supplémentaire ;
- la proposition d'une liste d'entreprises sélectionnées pour les séances de négociation et proposition de pistes d'économies le cas échéant,
- l'établissement d'un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres remises à la suite des réunions de négociation ;
- mise au point du ou des pièces constitutives du marché à conclure par France Travail et l'entreprise.

La présence du maître d'œuvre aux réunions de négociation avec les entreprises de travaux fait partie de sa mission. En revanche, le maître d'œuvre ne participe pas aux réunions de la commission des marchés. Le maître d'œuvre procède également aux mises au point nécessaires en concertation avec France Travail.

#### **IV.7. - Etudes d'exécution (EXE)**

Les études d'exécution des ouvrages sont intégralement établies par le maître d'œuvre.

Lors de cette mission, le maître d'œuvre établit les documents suivants :

- les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants et définissant les travaux dans tous leurs détails, ne nécessitant pas la réalisation par l'entrepreneur d'études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier ;
- les études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations
- l'établissement, sur la base des plans d'exécution, d'un devis quantitatif détaillé par lots ou corps d'état ;
- l'actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lots ou corps d'état ;
- la mise en cohérence par la maîtrise d'œuvre des documents fournis par les entreprises.

##### Les études de synthèse

Elles ont pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution de la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de l'ensemble des corps d'état. Cette cohérence spatiale porte sur le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet.

La synthèse se traduit par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

Cette mission synthèse requiert la mise en place d'une cellule de synthèse animée par la maîtrise d'œuvre qui précise la méthode pour assurer le suivi (règlement de la synthèse, charte graphique,

compatibilité des fichiers informatiques, ...) et la coordination et orchestre la production des tous les documents nécessaires à la synthèse : plans architecte, plans structure, plans des réseaux, plans des réservations, plans des terminaux, ...

Les documents d'exécution de tous les intervenants sont collectés par l'animateur de synthèse qui en vérifie la compatibilité et la cohérence. La mise au point générale se fait par une démarche itérative avec tous les intervenants. Ce travail nécessite donc des connaissances multiples en TCE. Il est donc primordial que la maîtrise d'œuvre prévoie dans son offre et le cas échéant dans les marchés de travaux l'implication des BET et entreprises aux travaux de synthèse.

Les plans de synthèse ne se substituent ni aux plans d'exécution ni aux plans de récolement des ouvrages. Ils sont complétés par coupes, détails, schémas, etc... nécessaires à la bonne compréhension et à la préparation du travail. Ils doivent être fournis à la maîtrise d'œuvre pour visa et aux entreprises pour acceptation.

#### **IV.8. - Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)**

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable de France Travail.

##### Plateforme web collaborative

La maîtrise d'œuvre est chargée à ses frais de mettre en place une plateforme web collaborative dédiée au projet et accessible simplement par tous les intervenants (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordonnateur SPS, OPC, entreprises, ...) depuis un navigateur internet. Elle permet de rassembler tous ces intervenants sur un espace commun d'échange et de collaboration, et garantit la maîtrise documentaire du projet de construction.

Cette plateforme permet de répondre à 2 besoins :

- Boîte à plans
- Déposer et partager les documents : DCE, RICT, DIUO, PGC, PC, documents d'exécution, ...
- Déposer et diffuser les comptes-rendus
- Gestion des visas
- Introduction d'un document d'exécution par l'entreprise avec sollicitation automatique d'un ou plusieurs avis (MOE, CT, ...)
- Emission des avis par la maîtrise d'œuvre, le contrôleur technique, ...
- Suivi des avis avec possibilité de faire des tris par nature d'avis, lot, ouvrages, dates, ...

Cette plateforme web collaborative est d'usage obligatoire pour tous les intervenants du chantier. Les contrats de contrôle technique, coordination SPS et OPC sont prévus en ce sens. Cette obligation fait également l'objet d'une précision dans le CCAP travaux.

##### Délivrer les ordres de services

En dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux, tous les ordres de service sont écrits, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre par tous moyens permettant de s'assurer de l'envoi et de la réception des documents. Ils font systématiquement l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. Les ordres de service doivent être transmis 48h après apparition du besoin.

Au titre de cette mission DET, le maître d'œuvre exerce les activités suivantes :

#### Direction des travaux :

- Organisation et direction des réunions de chantier,
- Mise en place de la boîte à plans,
- Etablissement et diffusion des comptes rendus,
- Rédaction des propositions d'avenants aux entreprises,
- Contrôle des déclarations de sous-traitance,
- Etablissement des ordres de service,
- Etat d'avancement général des travaux à partir du planning général,
- Information du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables.

#### Contrôle de la conformité de la réalisation :

- Examen des documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats,
- Conformité des ouvrages aux prescriptions des contrats,
- Etablissement de comptes rendus d'observation,
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage.

#### Gestion financière :

- Vérification des décomptes mensuels et finaux. Les états d'acompte sont transmis à France Travail dans un délai de sept jours à compter de la réception par le maître d'œuvre. Il est à noter que le maître d'œuvre remplit cette mission quel que soit le mode de transmission des factures. Le maître d'ouvrage retient la solution Gespro sur laquelle tous les intervenants de l'opération devront déposer leurs décomptes. Les validations se feront sur cette plateforme avant envoi à Chorus.
- Examen des devis de travaux complémentaires,
- Examen des mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final,
- Etablissement du décompte général et transmission à France Travail à la plus tardive des deux dates suivantes : dans un délai de 20 jours à compter de sa réception par le maître d'œuvre ou dans un délai de 5 jours après publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

La présente mission ne comprend pas les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise) hormis le constat contradictoire.

Les prestations à réaliser au titre de cet élément de mission s'entendent pour des réunions de chantier d'une fréquence hebdomadaire. Le maître d'œuvre est présent à ces réunions.

#### Travail collaboratif avec le contrôleur technique :

Le rôle du maître d'œuvre est de prendre en compte l'ensemble des remarques mentionnées dans les avis sur les documents d'exécution, comptes-rendus, rapports et courriers du contrôleur technique.

Son rôle est au fil de l'eau de :

- Soit d'y répondre par écrit,
- Soit de veiller à ce que les entreprises répondent.

Le but est que les réponses techniques apportées soient pertinentes de façon que le projet soit irréprochable pendant la construction. Le maître d'œuvre provoque si nécessaire des réunions spécifiques avec les entreprises pour régler les problèmes les plus importants.

#### Travail collaboratif avec le coordonnateur SPS :

Le rôle du maître d'œuvre est d'appuyer les interventions du coordonnateur SPS lorsque ce dernier met en avant des défauts des entreprises sur des thématiques de protection de la santé. Il doit donc au titre de sa mission DET :

- Dans un premier temps inscrire au compte-rendu de chantier les problèmes remontés par le SPS ainsi que les actions correctives prévues,
- Dans un deuxième temps si aucune action n'a été réalisée, transmettre un courrier spécifique à l'entreprise concernée.

Il propose également au maître d'ouvrage des provisions pour pénalités prévues au CCAP. Le maître d'œuvre doit également impérativement être présent aux réunions liées à la protection de la santé et notamment celles trimestrielles du CISSCT.

#### Vérification des décomptes mensuels et suivi financier et administratif des marchés de travaux et DGD :

Le maître d'œuvre est chargé de la vérification des décomptes mensuels transmis par les entreprises.

Le délai maximum pour établir l'état d'acompte à partir de la réception du décompte mensuel est de 7 jours calendaires. Il est donc exclu que la maîtrise d'œuvre attende par exemple la réception « fin de mois » des autres décomptes mensuels pour traiter un décompte mensuel arrivé en cours de mois.

Avant toute validation de la maîtrise d'œuvre, l'OPC visa l'état d'avancement des travaux sur l'acompte et suggère des provisions pour pénalités qu'il appartient au maître d'œuvre d'intégrer à l'état d'acompte mensuel à déposer ensuite sur la plateforme CHORUS PRO.

L'acompte mensuel est ensuite transmis au maître d'ouvrage.

Le processus des décomptes finaux et l'établissement du décompte général est le même que pour les décomptes mensuels.

Conformément à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre mentionnera dans le décompte général de chaque marché :

- Les réserves émises à la réception non levées à la date d'établissement du décompte général ;
- Les litiges ou réclamations susceptibles de concerner le titulaire du marché dont le maître d'œuvre a connaissance à la date d'établissement du décompte général.

#### Gestion des sous-traitants :

Le maître d'œuvre devra, après analyse complète, proposer au maître d'ouvrage d'agréer ou non les sous-traitants proposés par les titulaires des marchés de travaux.

Le suivi administratif, financier et technique fait partie de sa mission au même titre que celui des titulaires des marchés de travaux.

#### Gestion en cas de défaillances d'entreprises :

Le maître d'œuvre devra dans le cas d'une défaillance d'entreprise être force de proposition pour d'une part gérer au quotidien cette défaillance : courriers recommandés, convocations, états des lieux des travaux réalisés ...et d'autre part organiser le cas échéant le remplacement de l'entreprise défaillante : cahier des charges, consultation, analyse des offres ...

#### Gestion des litiges :

Le maître d'œuvre est chargé de donner un avis au maître de l'ouvrage au plus tard 2 semaines après réception des réserves formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et/ou

sur le décompte général, d'assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi que d'instruire les mémoires en réclamation des entreprises.

#### Fiches travaux modificatifs (FTM) :

Chaque modification technique du projet fait l'objet d'une FTM. L'objectif est que le maître d'ouvrage conserve le contrôle de l'évolution du projet et la traçabilité.

Une FTM vierge est transmise pour avis au maître d'ouvrage pendant la période de préparation de chantier.

A chaque modification technique du projet à l'initiative de l'entreprise, de la maîtrise d'œuvre ou du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre décrit la modification dans une FTM et la diffuse à l'ensemble des personnes concernées afin d'évaluer les incidences : entreprises, contrôleur technique, BET, OPC, coordonnateur SPS, ...

Chaque interlocuteur retourne la FTM au maître d'œuvre qui en fait la synthèse en déterminant notamment le coût en plus ou moins-value de la modification, la cause de la modification (aléas, demande du maître d'ouvrage, erreur de la maîtrise d'œuvre, ...) et l'incidence sur le planning.

La FTM est transmise au maître d'ouvrage au plus tard 2 semaines après survenance du besoin. Il valide ou non la proposition technique.

La FTM validée fait l'objet d'une régularisation par ordre de service (à la charge de la maîtrise d'œuvre). Les avenants comprenant le règlement financier (modifications de marchés) sont réalisés par le maître d'œuvre et vérifiés/notifiés par le maître d'ouvrage.

#### Gestion des concessionnaires :

La maîtrise d'œuvre (via ses BET techniques les plus à même de connaître les besoins) gère l'ensemble des actions envers les concessionnaires de façon que les raccordements soient effectifs au moment de la réception du projet :

- Prise de contact
- Transmission des besoins
- Gestion des interfaces chantiers entre concessionnaires et entreprises du projet par animation de réunions techniques avec comptes-rendus
- Vérifications techniques avant intervention des concessionnaires de manière à être certain que le site d'intervention corresponde aux besoins exprimés

Le maître d'ouvrage doit être informé de l'ensemble des actions menées.

#### Réunion mensuelle de maîtrise d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage organise mensuellement une réunion où sont convoquées le maître d'œuvre, l'OPC, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

L'objectif est de faire le point en dehors du rendez-vous hebdomadaire de chantier sur le bon déroulement du projet.

Il est demandé au représentant de la maîtrise d'œuvre de préparer au préalable la réunion en transmettant 48 heures à l'avance les éléments suivants qui feront l'objet d'une discussion :

- Etat financier lot par lot
- Gestion des FTM

Les autres participants présentent :

- Planning (OPC)
- Avancement des visas sur documents d'exécution (OPC)

- Etat des pénalités (OPC)
- Synthèse des remarques non suivies d'effet (contrôleur technique)
- Synthèse sécurité (coordonnateur SPS)
- Opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement
- AOR

#### **IV.9. - Assistance aux opérations de réception (AOR)**

La maîtrise d'œuvre doit organiser les OPR en liaison avec l'OPC, le contrôleur technique, et les BET de la maîtrise d'œuvre suffisamment tôt pour qu'elles soient pertinentes.

Les prestations attendues du maître d'œuvre pendant cette phase ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement sont les suivantes :

La fin des OPR donne lieu à la production par le maître d'œuvre du document EXE 4 « PV des OPR » qu'il joint à sa proposition de réception au maître d'ouvrage, dans un délai de 5 jours calendaires, qu'il réalise avec le document EXE 5 « propositions du maître d'œuvre ».

##### Au cours des opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre :

- Valide par sondage les performances des installations,
- Organise les réunions de contrôle de conformité,
- Etablit par corps d'état ou par lot la liste des réserves,
- Propose au maître d'ouvrage la réception.

##### Etat des réserves et suivi

Le maître d'œuvre s'assure de la levée des réserves par les entreprises dans les délais définis par le maître d'ouvrage dans les marchés de travaux conclus avec les entreprises.

##### Levée des réserves pendant la période de garantie de parfait achèvement

La maîtrise d'œuvre gère de façon dynamique cette période courte après la réception en organisant des rendez-vous de levée de réserves hebdomadaires. Toutes les réserves doivent être levées 1 mois au plus tard après la réception.

En cas de difficulté pour obtenir une levée des réserves satisfaisantes de la part des entreprises, il appartient à la maîtrise d'œuvre de prévenir le maître d'ouvrage pour qu'elle procède à des mises en demeure.

##### Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier de conception générale du maître d'œuvre, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre. Ce dossier est exécuté dans un délai de trois mois à compter de la réception de l'ouvrage par France Travail.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage :

- Assiste le maître d'ouvrage, autant que de besoin, en tant que conseil et étude de solution : analyse de solution, préconisations techniques, administratives et financières sur le décompte final
- 1 visite de contrôle d'achèvement par trimestre
- Recueille et établit la liste des finitions à effectuer en établissant un calendrier et pointage périodiques des avancements

- Gestion des concessionnaires, des réclamations d'entreprises, en assurant la présence des BET en phase préparation et OPR techniques, mise au point et réceptionner les DOE/DIUO

#### Gestion de la période de garantie de parfait achèvement

Dès la réception, le maître d'ouvrage mettra à disposition des utilisateurs un fichier informatique sous format Excel servant de registre où chaque problème détecté fera l'objet d'une inscription.

Ce fichier est transmis au maître d'œuvre (copie maître d'ouvrage) qui est chargé :

- De son traitement en validant la pertinence de la demande
- D'organiser l'intervention de l'entreprise concernée pour remédier au problème constaté en ayant au préalable organisé avec les utilisateurs et le maître d'ouvrage les conditions d'intervention
- De vérifier in situ la qualité de l'intervention

La circulation de ce document se fera par mail.

En cas de difficulté pour obtenir une intervention satisfaisante de la part des entreprises, il appartient à la maîtrise d'œuvre de prévenir le maître d'ouvrage pour qu'elle procède à des mises en demeure.

La demande des utilisateurs est réputée encore en cours tant que le visa final n'a pas été donné par le maître d'ouvrage.

Tant que des demandes sont en cours, le maître d'œuvre organise une vérification trimestrielle à laquelle il convie le maître d'ouvrage afin de valider la levée des demandes.

Dans tous les cas, une visite finale exhaustive sera réalisée, en présence du maître d'œuvre, 1 mois avant la date de fin de garantie de parfait achèvement.

#### **IV.10. - Mission ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)**

Dans le cadre de cette mission, le maître d'œuvre est chargé de :

##### Durant toute la durée de la mission :

- Coordonner les interventions du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du contrôleur technique, du coordonnateur SPS, de toutes les entreprises participant à l'opération et de tout autre intervenant à l'opération.
- Organiser toutes les réunions nécessaires entre les divers intervenants, en établir les ordres du jour, diffuser les convocations, rédiger les comptes rendus et les diffuser.
- Proposer les mesures correctives éventuelles en cas de dérapage par rapport au planning des différentes interventions.
- Utiliser et mettre à disposition l'ensemble de ses documents dans la boîte à plans du projet.

##### Durant la phase conception :

- Participer à l'ensemble des réunions DIAG, ESQ, APS, APD, PRO, DCE sur la base d'1 réunion par phase.
- Établir sur l'ensemble des phases de conception depuis l'APS :
  - o Une notice de phasage
  - o Un planning prévisionnel d'exécution des travaux prenant en compte le phasage et toutes les contraintes du projet
- Donner un avis sur l'allotissement proposé par la maîtrise d'œuvre.
- Donner un avis sur les documents administratifs et techniques (RC, CCAP, lot généralités du CCTP, PGC) intéressant le bon déroulement du chantier.



- Établir un échéancier de décaissement financier à partir de l'estimation des coûts des travaux par lot validée en APD. Cet échéancier de décaissement devra être mis à jour à chaque phase de conception jusqu'à l'AMT.

Pendant la phase de préparation des travaux :

- de regrouper les listes des plans d'exécution établis par les entrepreneurs,
- de fournir un calendrier décomposé par lots avec l'enchaînement des tâches en phase APD et PRO/DCE,
- de mettre en place l'organisation générale de l'opération,
- de planifier et coordonner temporellement les études d'exécution,
- de planifier les travaux.

Pendant la période d'exécution des travaux :

- de veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation,
- de mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage,
- de coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus,
- de veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards,
- d'apprécier l'origine des retards
- Participation à la réunion mensuelle de maîtrise d'ouvrage / maîtrise d'œuvre

Pendant la phase d'assistance aux opérations de réception :

- d'établir la planification des opérations de réception,
- de coordonner et piloter ces opérations,
- de pointer l'avancement des levées de réserves (OPR et désordres de parfait achèvement) et suivi des interventions des entreprises.

## **V. - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **V.1. - Information des cocontractants**

#### **V.1.1. - Informations données par France Travail au maître d'œuvre**

France Travail communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par France Travail comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe France Travail.

Si le maître d'œuvre considère avoir besoin d'informations et documents complémentaires, il informe France Travail de ses besoins par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa demande, précisant la nature des documents attendus et les conditions dans lesquelles France Travail peut se les procurer.

#### **V.1.2. - Informations données par le maître d'œuvre à France Travail**

Le maître d'œuvre communique à France Travail toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile à France Travail.

### **V.2. - Emission des ordres de service**

#### V.2.1. - Ordres de service émis par France Travail

Les décisions de France Travail prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre selon les dispositions prévues à l'article VIII.1.

Le maître d'œuvre avertit France Travail par tout moyen écrit lorsque les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des réserves de sa part, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de sa date de notification au maître d'œuvre, sous peine de forclusion.

#### V.2.2. - Ordres de service émis par le maître d'œuvre

Les ordres de service adressés aux entreprises sont écrits, datés, signés et numérotés par le maître d'œuvre. Ils comprennent également le numéro du marché attribué par les services de France Travail. Une copie est adressée à France Travail.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet,
- notification de la date de commencement des travaux,
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus,
- interruption ou ajournement des travaux,
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,
- toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux, toute décision apportant un changement de matériaux prévu aux marchés de travaux,
- ainsi que, de manière générale, tout ordre de service ayant un impact financier, le maître d'œuvre ne peut émettre ces ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par France Travail ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

Les ordres de services sont transmis par le maître d'œuvre aux entreprises par tout moyen permettant de leur donner une date certaine.

### V.3. - Sécurité et protection de la santé

Le maître d'œuvre exécute sa mission en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Pendant l'exécution du chantier, le maître d'œuvre apporte son entier concours au coordonnateur "sécurité et protection de la santé" dans l'exercice de sa mission.

### V.4. - Présentation des livrables

Le maître d'œuvre transmet les livrables à France Travail en 2 exemplaires en format papier, en exemplaire en format numérique (PDF et DWG) dans les délais indiqués par les ordres de service de démarrage de chacune des phases constituant la ou les missions dont le maître d'œuvre est chargé.

### V.5. - Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des

connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

France Travail se réserve la faculté de, à tout moment pendant l'exécution du marché, solliciter par courrier recommandé avec accusé de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail le curriculum vitae du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du Titulaire, pour quelle que cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de la personne en cause ; dans ce cas, le délai précité de 10 jours calendaires court à compter de la date à laquelle le Titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de réception par ses soins du curriculum vitae correspondant vaut acceptation du remplaçant ou nouvelle personne proposée. En cas de refus porté à la connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

Sans préjudice des dispositions de l'article IX.1, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le Titulaire est représenté par un interlocuteur unique dont il fournit le nom et les coordonnées soit lors de la notification du marché soit dans l'offre. Cet interlocuteur est qualifié et a la capacité de prendre toutes décisions concernant l'organisation, le fonctionnement et l'exécution des prestations. Il est par ailleurs demandé au Titulaire de prévoir un remplaçant unique en cas d'absence.

## **V.6. - Vérification et admission des prestations**

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations aux spécifications du marché.

Chaque élément de mission tel que défini à l'article IV fait l'objet d'une réception expresse par France Travail. En cas de silence gardé par France Travail pendant 30 jours calendaires à compter de la date de remise du livrable de l'élément de mission concerné, celui-ci est considéré comme rejeté.

France Travail prononce la réception des prestations qui répondent en tout point aux stipulations du marché. La date de prise d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception ; à défaut, c'est la date de notification de cette décision. La réception peut être assortie de réserves. Le Titulaire doit y remédier en apportant les corrections nécessaires dans le délai fixé par France Travail. L'émission de réserves justifie que tout ou partie des demandes de règlement soit refusée et subordonnée à la constatation des corrections nécessaires.

Lorsque France Travail constate que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles peuvent néanmoins être utilisées en l'état, il peut prononcer une réception avec réfaction qui consiste en une réduction de prix forfaitaire de chaque élément de mission de 20%. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut c'est la date de notification de cette décision.

Lorsque France Travail constate que les prestations ne répondent pas aux spécifications du marché et qu'il n'est pas en mesure d'en prononcer la réception (avec ou sans réserves), il en prononce le rejet. Du fait de ce rejet, France Travail est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement. Dans ce cas, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations concernées dans un délai qui est fixé par France Travail. La réception d'une prestation ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

#### **V.7. - Lutte contre le travail dissimulé**

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le Titulaire produit les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public.

Pour ce faire, le Titulaire s'inscrit sur une plateforme électronique mise à disposition gracieusement par France Travail dont les coordonnées lui sont communiquées lors de la réunion de lancement à l'aide des identifiants qui lui auront été communiqués.

Le Titulaire dépose ensuite tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois.
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à télécharger sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, le Titulaire doit néanmoins télécharger une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'emploie pas de salariés étrangers.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 du code du travail lui impose de procéder à ces mêmes vérifications à l'égard de ses sous-traitants, ainsi que les vérifications relatives aux attestations sociales et fiscales, dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail.

#### **V.8 - Clauses sociale et environnementale**

##### ***V.8.1 - Engagement environnemental***

Une démarche d'amélioration continue du bilan carbone des prestations du présent marché est mise en place. Elle porte sur la mesure des émissions de gaz à effet de serre de la prestation et la réduction de l'empreinte carbone de la prestation.

Pour ce faire, au plus tard avant la fin du quatorzième mois suivant la notification du marché, le titulaire adresse au correspondant achat un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations objets du marché réalisé selon la méthode issue de la norme ISO 14064, ou équivalent, a minima sur les scopes 1 et 2. Ce bilan peut être réalisé à l'aide d'un outil générique en ligne. Au regard de ce bilan, et dans le même délai, le titulaire définit et communique un objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'exécution des prestations du marché.

Dans un délai de trois mois à compter de la réception par le correspondant achat du bilan et de l'objectif précités, le titulaire propose, en cohérence avec cet objectif, un plan de réduction des émissions à mettre en œuvre. Ce plan peut faire l'objet d'un échange avec le correspondant achat dans un délai d'un mois à compter de sa réception. Passé ce délai, le plan de réduction est mis en œuvre par le titulaire. Il ne change pas la nature du contrat et ne bouleverse pas l'économie générale du marché.

Les éléments, le cas échéant, remis par le titulaire lors de la procédure de passation satisfont à ces obligations dès lors qu'ils se rapportent effectivement aux prestations du marché.

Passée la première année d'exécution, le titulaire justifie auprès du correspondant achats, au plus tard à la date anniversaire de la notification du marché, de la mise en œuvre des actions prévues dans le plan de réduction ainsi que de leurs résultats.

En cas de retard dans la transmission des éléments attendus ou de production d'éléments incomplets (bilan n'intégrant pas l'ensemble des prestations du marché, absence de mise en œuvre du plan de réduction, etc...), le titulaire encourt l'application des pénalités prévues à l'article V.9 du présent contrat.

#### *V.8.2 - Engagement d'insertion sociale*

##### **8.2.1 - Définition de l'engagement**

Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution du marché, à conduire une action de promotion de l'emploi et de lutte contre les discriminations pour les personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Sous peine d'application des pénalités prévues à l'article « Pénalités » du présent contrat, le titulaire réserve à ces personnes le nombre d'heures de travail suivant : 1 000 heures, par année d'exécution du marché, périodes de reconduction comprises, à compter de sa date de notification.

Pour satisfaire cet engagement, le titulaire peut procéder à l'embauche directe, recourir à de la mise à disposition de personnel ou à de la sous-traitance par une entité du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) ou recourir à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

En cas de recrutement direct ou de recours à un GEIQ, le titulaire vérifie auprès de France Travail de l'éligibilité de la personne à la clause sociale d'insertion conformément à la liste des bénéficiaires suivante, rencontrant des difficultés d'insertion sociale, inscrites à France Travail et répondant à l'un des critères suivants :

- les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois en catégories 1, 2 ou 3 ;
- les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans ayant un niveau inférieur au CAP ou BEP ;
- les personnes relevant du dispositif d'insertion par l'activité économique (IAE) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les demandeurs d'emploi issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Ainsi que toute autre personne rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle particulières sur avis motivé de France Travail.

Plus généralement, le titulaire peut, pour faciliter la mise en œuvre de cet engagement d'insertion sociale, se rapprocher de France Travail.

### **8.2.2 Modalité de contrôle de l'engagement**

Le suivi de la réalisation de l'engagement d'insertion professionnelle s'effectue auprès de la Direction Achats Marchés de la direction générale selon les modalités ci-dessous.

Lorsque le Titulaire entend satisfaire à son engagement d'insertion professionnelle en recrutant directement des personnes entrant dans l'un des catégories de l'article V.4.3.1, le Titulaire est tenu de déclarer en ligne, via la plateforme mise à disposition par France Travail, le profil des personnes concernées en justifiant de leur éligibilité, leur date d'embauche ou de mise à disposition, le volume horaire individuel réalisé par chaque personne, la description de leurs activités. Le Titulaire joint les justificatifs correspondants. Le Titulaire communique ainsi :

- au plus tard dans les quinze jours qui suivent chaque recrutement, le profil de chaque personne recrutée. France Travail confirme au Titulaire via la plateforme l'éligibilité de la personne ;
- au fur et à mesure de leur réalisation et au plus tard tous les deux mois, le nombre d'heures d'insertion réalisées par chaque personne directement recrutée et les justificatifs correspondants. Le cas échéant, France Travail informe le Titulaire via la plateforme des écarts constatés.

Au plus tard dans les quinze jours qui précèdent la date anniversaire de prise d'effet du marché, le Titulaire vérifie l'exhaustivité des informations saisies.

Le Titulaire transmet également à France Travail, annuellement, un mois avant la réunion du comité de pilotage correspondant, un bilan des actions mises en œuvre au titre de son engagement d'insertion professionnelle sur l'année écoulée.

Le Titulaire répond par ailleurs à toute sollicitation de France Travail portant sur son engagement d'insertion professionnelle.

## **V.9. - Pénalités**

Sans préjudice des dispositions de l'article IX.1, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, redevable d'une pénalité pour retard.

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la réalisation des prestations attendues, notamment en ce qui concerne les délais de livraison de l'ouvrage, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 400 €.

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article II.2, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de : 150 €.

Si la transmission à France Travail des décomptes mensuels et des états d'acomptes mensuels n'intervient pas dans un délai de 7 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels établis par les titulaires des marchés de travaux, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixée à 150 €.

Si la transmission à France Travail des décomptes finaux et des projets de décomptes généraux n'intervient pas dans un délai de 20 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre des projets de décomptes finaux établis par les titulaires des marchés de travaux, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixée à 150 €.

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 20 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise. Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 150 €.

Au cas où le maître d'œuvre n'arrête pas la date de tenue des opérations préalables à la réception dans un délai de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis envoyé par l'entrepreneur précisant la date d'achèvement des travaux ou la date à laquelle ils seront achevés, le maître d'œuvre sera redevable d'une pénalité dont le montant est fixé à 500 € par jour calendaire de retard.

Au cas où le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le maître d'ouvrage pour la réalisation des opérations préalables à la réception ou, si le maître d'œuvre est présent ou représenté mais qu'il refuse de procéder aux opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre sera redevable d'une pénalité dont le montant est fixé à 1000 € augmentée du montant de l'intervention d'un assistant extérieur refacturée par France Travail à l'euro près.

Sans préjudice des dispositions de l'article « Engagement d'insertion sociale » du présent contrat, le titulaire est par ailleurs redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité en cas de non-respect du nombre annuel d'heures de travail correspondant à l'engagement d'insertion sociale ou en l'absence de transmission des documents mentionnés audit article. Le montant de cette pénalité est fixée à 200 € par heure d'insertion non réalisée ou non justifiée constatée à l'échéance de chaque année d'exécution du marché ou la date de fin du marché à partir des informations saisies dans l'outil en ligne mis à disposition à cet effet.

En cas de retard dans la transmission des éléments attendus ou de production d'éléments incomplets mentionnés à l'article « engagement environnemental » du présent contrat, le titulaire est redevable sans mise en demeure préalable d'une pénalité forfaitaire d'un montant correspondant à 1% du montant HT facturé sur l'année contractuelle N-1.

En tout état de cause, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est augmenté du montant des intérêts moratoires qui sont versés aux entreprises.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

Lorsque le montant des pénalités dépasse 10% du montant estimé du marché, France Travail se réserve le droit de résilier conformément aux dispositions de l'article relatif à la résiliation du présent contrat.

#### **V.10. - Avenants négociés avec le maître d'ouvrage**

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par France Travail,
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre (notamment ceux issus ou nécessitant des investigations complémentaires),
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux.

### **VI. - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

#### **VI.1. - Type et forme des prix**

Le marché est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire au vu de l'enveloppe prévisionnelle des travaux définie par France Travail.

La rémunération du maître d'œuvre est établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux. La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le contrat. Le montant du marché, fixé dans le bordereau des prix, est provisoire et établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la négociation du marché.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par France Travail des études effectuées en phase APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation du coût prévisionnel des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, France Travail et le maître d'œuvre appliquent la formule suivante :

***Estimation du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération x taux de complexité***

Les prix sont réputés complets et comprennent notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les éventuels frais de déplacement des personnels, d'acquisition de matériels et documentation, les frais de reproduction, la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique.

#### **VI.2. – Révision des prix**



Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du début d'exécution du marché. Le coefficient de révision applicable au prix initiaux du marché est issu de la formule de révision suivante :

$$[P = P_o ( 0.20 + 0.80 ( S / S_o ) )]$$

Sachant que :

- P est le prix révisé ;
- P<sub>o</sub> est le prix initial, consigné au bordereau des prix ;
- S est l'indice INSEE - index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 Identifiant 001711010 publié le mois précédant la date de la demande de la révision des prix ;
- S<sub>o</sub> = le même indice connu, publié le mois précédant le mois où la rémunération définitive a été arrêtée.

A cet effet, le titulaire fait parvenir la demande de révision des prix, en application de la formule de révision, par communication d'un nouveau bordereau des prix du même modèle que le bordereau des prix initial, au Directeur des Achats et Marchés de France Travail, au moins deux mois avant la date prévue pour la révision des prix, par tout moyen permettant de justifier de la date de réception. A défaut de transmission dans les délais, la demande de révision annuelle des prix n'est plus recevable de la part du titulaire. Le titulaire accompagne sa demande de l'ensemble des éléments de nature à justifier l'augmentation ou la réduction des prix.

Le Directeur des Achats et Marchés valide la demande de révision des prix dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande. Si le titulaire n'a pas de réponse dans ce délai, sa demande est réputée acceptée.

En cas de rejet de la demande de révision des prix, le titulaire a la faculté de présenter une nouvelle révision des prix dans un délai de huit jours calendaires sur la base des observations du Directeur des Achats et Marchés.

Seuls les tarifs révisés validés par France Travail peuvent être pris en compte.

Si l'augmentation des prix en application de la formule de révision des prix est supérieure à 5% par an, France Travail se réserve le droit de résilier le marché sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnisation du titulaire.

### **VI.3. - Engagement du maître d'œuvre sur les prix**

#### **VI.3.1. Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le respect de l'enveloppe budgétaire prévisionnelle des travaux**

Lors de la réalisation des phases d'études d'avant-projet définitif, le maître d'œuvre s'assure que le projet s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe financière fixée par France Travail et annoncée lors de la procédure de publicité et de mise en concurrence suivie pour la passation du présent marché.

L'estimation du coût prévisionnel des travaux ne peut être supérieure de 5% à l'enveloppe prévisionnelle. A défaut, le maître d'œuvre reprend ses études gratuitement dans un délai maximal de 21 jours calendaires.

#### **VI.3.2. Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération avant la passation des marchés de travaux**

L'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance « T1 » de 2%, ce qui permet de déterminer un seuil de tolérance évalué comme suit :

**Seuil de tolérance (T1) = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance « T1 »).**

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études dans un délai de 15 jours.

A l'issue de la procédure de consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois de réalisation de l'enveloppe prévisionnelle et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

L'appréciation du respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie globalement.

Lorsque le coût de référence des travaux s'écarte de plus de 5% à la hausse du coût prévisionnel des travaux augmenté du taux de tolérance, France Travail demande à la maîtrise d'œuvre une reprise des études ayant pour objet des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme et/ou un nouveau chiffrage des travaux envisagés. Dans ce cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Il en est de même de la réalisation des prestations de la phase ACT.

#### **VI.4. - Avance**

La notification du marché ouvre droit au versement d'une avance d'un montant de 10% du montant TTC du marché.

La demande du Titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique B des dispositions particulières du contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué sous forme conjointe, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique B des dispositions particulières du contrat.

L'avance est remboursée à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter du 1er mois suivant la notification du marché jusqu'au complet remboursement de l'avance et sans préjudice des dispositions de l'article VI.4 concernant le versement des acomptes.

Dans le cas où le Titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. La demande du sous-traitant à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée dans ce même document. A défaut de stipulation expresse, le sous-traitant est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

Dans le cas où le Titulaire a bénéficié de l'avance et qu'en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations, il rembourse à France Travail la part d'avance correspondant au

montant des prestations sous-traitées, y compris dans le cas où le sous-traitant n'entend pas bénéficier de l'avance.

#### VI.5. - Acomptes

Le versement d'acomptes tel qu'il est prévu aux articles R.2191-21 et R.2191-22 du code de la commande publique, n'est pas possible pour les missions DET et OPC pour lesquelles un paiement mensuel est effectué en fonction de l'avancement de l'élément de mission, conformément aux dispositions de l'article VI.5.

Les autres prestations dont la durée d'exécution est supérieure à trois mois ouvrent droit au versement d'acomptes trimestriels correspondant à la valeur des prestations exécutées auxquelles ils se rapportent. S'il entend bénéficier d'un acompte, le Titulaire adresse une demande d'acompte décrivant les prestations effectuées et leur montant. Le montant de l'acompte est arrêté par France travail, en tenant compte le cas échéant du remboursement de l'avance ou des pénalités dues.

Les acomptes prévus au présent article ne présentent pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Dans le cas où il est une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, ou un artisan, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprises adaptée, le Titulaire peut demander que les prestations dont la durée d'exécution est supérieure à un mois ouvrent droit au versement d'acomptes mensuels. La demande du Titulaire tendant à ce que le versement des acomptes soit ramené à un mois est stipulée à la rubrique C des Dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant au bénéfice de ces dispositions.

#### VI.6. - Modalités de règlement

Les prestations réceptionnées par France Travail font l'objet d'un acompte versé au maître d'œuvre conformément au tableau ci-dessous :

Mission de base		
Éléments de mission	Pourcentage ou montant de la rémunération	Exigibilité de l'acompte
Etudes d'esquisse +	4% de la mission de base	50 000 euros HT correspondant à la prime à la publication du résultat de l'avis de concours
		Solde versé à la mise à jour de l'esquisse +
Etudes d'avant projet sommaire	10% de la mission de base	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Etudes d'avant projet définitif	10% de la mission de base	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Etudes de projet	15% de la mission de base	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Assistance pour la passation des marchés de travaux	7% de la mission de base	A la réception sans réserve de l'élément de mission

Etudes d'exécution	8% de la mission de base	A la réception sans réserve de l'élément de mission
Direction de l'exécution des contrats de travaux	30% de la mission de base	Versement mensuel proratisé en fonction de la durée prévisionnelle des travaux, diminué de la retenue de garantie représentant 5% de la mission de base.
Assistance aux opérations de réception	5% de la mission de base	A la réception des travaux sans réserve
	5% de la mission de base	A l'issue du délai de garantie de parfait achèvement
<b>Missions complémentaires</b>		
OPC	3% de la mission de base	Versement mensuel proratisé en fonction de la durée prévisionnelle des travaux
SSI	3% de la mission de base	1% de la mission de base à l'achèvement des études de conception, 1% de la mission de base à l'achèvement des études d'exécution et 1% de la mission de base à la réception sans réserve des travaux.
Synthèse	4% de la mission de base	A la réception des travaux sans réserve
STD	1% de la mission de base	70% de la mission de base à l'achèvement de l'avant-projet sommaire et 30% à l'achèvement de l'avant-projet définitif

Le solde de la mission de base est versé à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Le montant de ces acomptes est calculé à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission. Il sert de base à l'établissement, par le maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la phase correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique et comprend successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article V.8.

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1) le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent,

2) l'incidence de la TVA,

3) le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des 1°, 2° ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre, le montant de la retenue de garantie.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte périodique du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Les acomptes sont versés à l'issue de chaque élément de mission sauf en ce qui concerne les missions DET et OPC pour lesquels un acompte mensuel est versé en fonction de l'avancement de l'élément de mission.

Après constatation de l'achèvement de sa mission à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le maître d'ouvrage, comprend :

- 1) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le maître d'œuvre
- 2) la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
- 3) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre conformément à l'article V.8.

Le maître d'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de 30 jours.

Le décompte général comprend :

- 1) le décompte final ci-dessus
- 2) la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- 3) le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique (3° = 1°-2°)
- 4) l'incidence de la TVA
- 5) l'état du solde à verser au maître d'œuvre (montant du solde + TVA)
- 6) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général
- 7) le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dans un délai de 15 jours calendaires après réception par le maître d'œuvre.

Les acomptes et le solde sont réglés dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par France Travail. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, les factures sont émises, par le mandataire du groupement ou, chacun en ce qui le concerne, par les membres du groupement. Dans le second cas, les factures sont obligatoirement transmises à

France Travail par le mandataire du groupement qui atteste de la conformité des dites factures aux stipulations du marché.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le Titulaire en informe France Travail par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le RIB ou RIP du nouveau compte.

Les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours à compter de leur date de réception à condition que le livrable et, le cas échéant, les autres pièces justificatives aient été préalablement adressées à France Travail.

## **VII. - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE**

### **VII.1. - Propriété intellectuelle**

France Travail dispose pour ses propres besoins, du droit non-exclusif de reproduire, modifier, traduire et représenter, les prestations, objet du marché, partiellement ou en totalité, au fur et à mesure de leur exécution, ainsi que le savoir-faire et les méthodes mises en œuvre à l'occasion de l'exécution du marché.

Cette licence d'exploitation est concédée pour une exploitation des prestations, objet du marché, dans le monde entier, en toutes les langues et pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée et ce quelle que soit la date de fin du marché.

Les droits cédés peuvent être exploités directement ou indirectement par France Travail de quelque façon que ce soit, à titre gratuit ou onéreux. Ils sont constitués par la totalité des droits de reproduction, de modification, de traduction et de représentation visés ci-après. Le droit de reproduction comporte le droit de reproduire ou de faire reproduire, tout ou partie des prestations, sans limitation de nombre, par tous moyens et procédés, sur tous types de supports et matériaux, connus ou inconnus au jour de la signature du marché, notamment photographie, photocopie, scannérisation, numérisation, dessin, peinture, fixation audiovisuelle, édition de cartes, papier (livre, affiche, plaquette d'information ou publicitaire, documentation de quelque type que ce soit...), optique, numérique, informatique, réseaux (internet, intranet, et autres) ainsi que sur tous supports graphiques, dans toutes les définitions, en tous formats, en toutes langues et d'en faire établir tous originaux, doubles ou copies.

Le **droit de modification** comporte le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, corriger, en tout ou en partie, les prestations, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions, de les maintenir, de les mixer, décompiler, modifier, assembler, arranger, numériser, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support et matériaux visés ci-avant.

Le **droit de traduction** comporte le droit de traduire ou faire traduire, tout ou partie des prestations, en toutes langues, à quelque fin que ce soit notamment pour une utilisation différente de celle pour laquelle elles ont été initialement conçues telles que de nouveaux modes d'exploitation, évolutions technologiques, nouveaux supports, nouveaux médias, et de reproduire ces traductions sur tous les supports visés ci-avant.

Le **droit de représentation** comporte :

- le droit de représenter ou de faire représenter auprès de tout type de public, les prestations, en tout ou partie, ainsi que leurs adaptations et traductions en intégralité ou par extrait, par tous procédés de communication connus ou inconnus au jour de la signature du marché, notamment par exposition, diffusion sur écran, auditions, projections, par tout moyen de retransmission à distance des images et des textes, notamment sur tout type de de moyens de télécommunication en ligne actuels ou futurs (Internet, Intranet, extranet, etc.) par téléchargement, télétransmission ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir qu'il soit électronique, analogique, magnétique ou numérique ;
- le droit de télédiffuser tous enregistrements audiovisuels ou photographiques de tout ou partie des prestations, ainsi que leurs adaptations et traductions en intégralité ou par extrait par voie hertzienne, par satellite, par voie numérique, par câble et, d'une façon générale, le droit de diffuser les prestations en tout ou partie ainsi que leurs adaptations et leurs traductions en intégralité ou par extrait, dans tous lieux gérés par des personnes de droit public ou de droit privé ;
- le droit de publier et de mettre en circulation toute copie ou exemplaire reproduisant tout ou partie des prestations, leurs adaptations ou leurs traductions en intégralité ou par extrait pour l'usage privé ou non du public.

Sauf disposition contraire du marché, aucune rémunération complémentaire n'est due au Titulaire par France Travail au titre de ces exploitations.

Le Titulaire déclare avoir acquis les droits d'exploitation visés au présent article dans des conditions telles qu'aucune autorisation complémentaire ne peut être demandée à France Travail pour l'exploitation de ces droits. Aucun reversement de quelque nature que ce soit et par quelque tiers que ce soit ne peut également être réclamé à France Travail.

Le Titulaire garantit France Travail contre tout recours ou action que pourraient former à un titre quelconque, à l'occasion des droits consentis à France Travail par le présent marché, les auteurs ou leurs ayants-droits et d'une manière générale toute personne ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des produits pour le compte de France Travail au titre du marché. Cette garantie couvre également les recours de tiers pouvant légalement s'opposer à l'exploitation des prestations conçues par le Titulaire pour le compte de France Travail au titre du marché.

## **VII.2. - Confidentialité**

Le Titulaire qui a reçu communication de renseignements, documents, données et/ou produits de toute nature, en relation avec l'objet du marché, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

En conséquence, le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'utilisation par le Titulaire des fichiers informatiques ou non, transmis par France Travail, à condition que le Titulaire se conforme strictement aux dispositions du présent article et prenne toute mesure de nature à prévenir efficacement une utilisation détournée ou frauduleuse de ces fichiers durant l'exécution de la prestation.

Cette obligation ne s'applique pas aux éléments qui sont du domaine public ou qui, à la date de leur communication, sont en la possession légitime du Titulaire sous réserve qu'il soit en mesure d'apporter la preuve que ces éléments aient, de bonne foi, été acquis ou soient le résultat de développements internes entrepris par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces éléments confidentiels.

Cette obligation perdurera pendant toute la durée du marché et au-delà pendant une période de 5 ans.

## **VIII. - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **VIII.1. - Forme des notifications**

La notification au Titulaire des décisions et informations de France Travail qui font courir un délai est faite en priorité par échanges dématérialisés.

Les délais prévus dans la notification courent à compter de la réception par France Travail de l'accusé de réception du message dématérialisé adressé par le Titulaire du marché. A défaut d'un tel message, la notification est réputée effectuée dans un délai de deux jours francs à compter de la date d'envoi du message dématérialisé par France Travail.

La notification peut également être effectuée directement auprès du Titulaire ou à son représentant par tout moyen permettant d'attester de la date et de l'heure de réception à l'adresse indiquée par le Titulaire. L'inscription d'une remarque au compte-rendu des réunions de chantier est considérée comme une notification valablement effectuée auprès du maître d'œuvre.

En cas de groupement, les notifications sont faites au mandataire pour l'ensemble du groupement, à charge pour lui d'en informer ses cotraitants.

### **VIII.2. - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques**

#### **VIII.2.1. - Généralités**

Dans le cas où le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail. La répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique E des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire, désigné à la rubrique A des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. A l'exception de l'émission des commandes, de la facturation des prestations et primes, le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché. Toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire à France Travail. A ce titre également, le mandataire est réputé habilité par les autres membres du groupement à signer tout avenant au marché, quel que soit son objet.



A première demande de France Travail, le mandataire transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail. Elle ne constitue pas une pièce du marché.

#### **VIII.2.2. - Défaillance d'un membre d'un groupement**

Le Titulaire dispose d'un délai maximum de 3 jours calendaires à compter de la date à laquelle il a connaissance de la défaillance d'un membre du groupement pour informer France Travail de cette défaillance et de son motif.

En cas de défaillance en cours d'exécution du marché, en ce compris les manquements aux obligations contractuelles, le mandataire a la faculté de proposer à France Travail l'acceptation d'un sous-traitant dans les conditions définies à l'article VII.2 ou la substitution au membre défaillant d'un autre opérateur économique disposant des niveaux minimums de capacité économique et financière, technique et professionnelle requis pour l'exécution des prestations. Dans ce dernier cas, le mandataire transmet à France Travail, par courrier recommandé avec avis de réception postale, une demande de substitution du membre défaillant, indiquant les raisons ou dénomination sociale, adresse et coordonnées complètes du membre proposé en substitution. Sont jointes, datées et signées par un représentant du membre proposé en substitution ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le membre proposé en substitution ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et une déclaration relative à sa capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le marché<sup>1</sup>, ainsi que, dans le cas où le membre proposé en substitution est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce ou procédure équivalente pour les opérateurs économiques régis par un droit autre que le droit français, la copie du jugement l'autorisant à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché restant à courir, périodes de reconduction comprises. France Travail dispose d'un délai maximum de 3 semaines calendaires pour faire connaître sa décision d'acceptation du membre proposé en substitution. L'acceptation prend la forme d'un avenant de transfert du marché, du groupement Titulaire initial au nouveau groupement ainsi constitué. Le groupement Titulaire reconnaît être informé que l'opérateur économique proposé en substitution n'est pas autorisé à exécuter des prestations avant que l'avenant de transfert ne soit notifié au Titulaire.

Dans le cas où le membre défaillant est le mandataire, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire, telle que remise dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, assume les fonctions de mandataire. Les dispositions du présent alinéa ne font pas obstacle à, le cas échéant, la substitution d'un nouvel opérateur économique au mandataire défaillant dans les conditions définies au présent article, soit en qualité de membre non mandataire du groupement, soit en qualité de mandataire. Dans ce dernier cas, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire assume les fonctions de mandataire jusqu'à la notification de l'avenant de transfert.

---

<sup>1</sup> Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le membre proposé en substitution sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le membre proposé en substitution est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont Pôle emploi, devenu France Travail, a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du membre proposé en substitution qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

### **VII.3. - Dispositions applicables en cas de sous-traitance et de recours à un fournisseur**

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

Dans le cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail par courrier recommandé avec avis de réception postale (ou lui remet contre récépissé) une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant les autres périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance.

Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées<sup>2</sup>. Le Titulaire reconnaît être informé que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant 21 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter des prestations avant son acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

Le Titulaire transmet à France Travail une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants, en application de l'article 1<sup>er</sup>-II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail. Il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

En application de l'article 5 du décret n°2022/576 du 22 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, et dès lors que les prestations en cause représentent plus de 10% du montant maximum du marché, le Titulaire s'engage à ne pas avoir recours à un fournisseur, direct ou indirect, qui serait : (i) un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie ; (ii) une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité mentionnée au (i) ; (iii) une personne physique ou morale, une entité ou un

---

<sup>2</sup> Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L.1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont Pôle emploi, devenu France Travail, a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne ou entité mentionnées au (i) ou (ii).

#### **VIII.4. - Assurances**

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché. Le Titulaire assume notamment l'ensemble des responsabilités dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-3 du code civil.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché et que le contrat d'assurance dont il dispose est conforme aux dispositions des articles L.241-1 et L.243-1-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A.243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Le Titulaire produit, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du marché, les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties. Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire doit être à même de fournir ces attestations d'assurance à première demande de France Travail.

Lorsque le Titulaire est un groupement, chacun des cotraitants du groupement doit être Titulaire, pour la part des prestations qu'il exécute, de l'ensemble des contrats d'assurances décrits ci-dessus.

#### **VIII.5. - Protection des données personnelles**

Le Titulaire traite pour son propre compte des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Il en va de même pour France Travail.

France Travail et le Titulaire s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met ainsi en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par France Travail, auprès de son délégué à la protection des données, par courriel à [contact-dpd@francetravail.fr](mailto:contact-dpd@francetravail.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1 avenue du docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20. Ils s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché.

Sauf obligation légale et réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dans un délai de 2 mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

## **IX. - RESILIATION**

Lors de la résiliation du marché, pour quelque raison que ce soit, le Titulaire remet à France Travail l'ensemble des prestations en cours d'exécution ainsi que des informations, études et autres documents réalisés ou détenus en vue de l'exécution du marché.

Ces biens sont remis dans un délai de 15 jours à compter de la réception par le Titulaire de la décision de résiliation.

### **IX.1. - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire**

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- 1.1°) en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- 1.2°) en cas de contravention à la législation et réglementation du travail y compris les dispositions du Livre III de sa sixième Partie ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- 1.3°) lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- 1.4°) dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai France Travail ;

Le marché peut être également résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- 2.1°) après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- 2.2°) lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et du premier alinéa de l'article L.8251-1 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de 2 mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard 6 mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à 2 mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, la résiliation prend effet à l'expiration du 6<sup>ème</sup> mois à compter de l'injonction initiale de France Travail ;
- 2.3°) lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L.1262-4-3 et L.3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total

dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas régularisé sa situation dans un délai de 7 jours. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié aux frais et risques du Titulaire, à condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique, est à la charge exclusive du Titulaire, la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Sauf précisions contraires mentionnée au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation. A défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

## **IX.2. - Résiliation unilatérale**

France Travail peut à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation de quelque nature que ce soit du fait de cette résiliation.

## **X. - LITIGES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R.312-11 du code de justice administrative, il est convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur général de France Travail, signataire du marché.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du représentant du Titulaire :

Signature du représentant de France Travail :

*(à revêtir du cachet de la société)*

## ANNEXE I - OBLIGATION EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURITE

Conformément à l'article VII.6.1.2 du Contrat, le Titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles suivantes :

Processus à sécuriser	Mesures à mettre en œuvre	Niveaux d'exigence
Gestion des habilitations des utilisateurs des applications fournies par France Travail en cohérence avec l'activité réalisée	La vérification des habilitations doit être effectuée par le Titulaire tous les 6 mois.	Minimal
	Le Titulaire établit un procès-verbal de cette revue d'habilitation et le transmet à France Travail.	Avancé
Sécurisation des échanges entre le Titulaire et tout intervenant prenant part à l'exécution du marché	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil standard type 7zip.	Minimal
	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil qualifié par l'ANSSI (Primx zed! par exemple) ou par la mise à disposition de fichiers sur un portail avec authentification à deux facteurs.	Avancé
Stockage des données	Le Titulaire interdit à l'ensemble des intervenants prenant part à l'exécution du marché d'utiliser les offres publiques des plateformes de stockage non maîtrisées pour y transférer les données transmises par France Travail.	Minimal
Destruction des données personnelles	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché.	Minimal
	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché. Il établit un procès-verbal de destruction qu'il transmet à France Travail.	Avancé
Condition de détention du matériel informatique dans des locaux appropriés et sécurisés	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une armoire technique.	Minimal
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une salle technique avec contrôle d'accès.	Intermédiaire
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans un centre de données pour les serveurs soutenant la messagerie, les espaces de stockage partagé et l'Assistance Diagnostic.	Avancé
Utilisation de messageries électroniques accessibles via Internet	<p>Le Titulaire met en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une politique de mot de passe robuste (mot de passe de 8 caractères dont au moins une majuscule, une minuscule, un chiffre et un caractère spécial ou mot de passe de plus de 12 caractères) ;</li> <li>un mécanisme de protection contre les attaques par force brute (par exemple : temporisation d'accès au compte après plusieurs échecs ; nombre maximal de tentatives autorisées dans un délai donné ; mise en place d'un "Captcha" ; blocage du compte après 10 échecs assorti d'un mécanisme de déblocage choisi en fonction des risques d'usurpation d'identité et d'attaques ciblées par déni de service) ;</li> <li>un mécanisme d'oubli de mot de passe qui ne transfère pas le mot de passe mais fourni uniquement</li> </ul>	Minimal

Configuration du Wifi	à l'utilisateur la possibilité de réinitialiser son mot de passe et donc d'en choisir un nouveau par lui-même.	
	Le Titulaire utilise l'authentification à deux facteurs (2FA) sur deux supports différents.	Avancé
	Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art. <a href="https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf">https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf</a> avec un mode d'authentification WPA-PSK avec un mot de passe long (> 20 caractères)	Minimal
Moyens de protection de la connexion et navigation sur Internet	Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art. <a href="https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf">https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf</a> . Il doit configurer le point d'accès pour utiliser un chiffrement robuste (utilisation du mode WPA2 avec l'algorithme de chiffrement AES-CCMP).	Avancé
	Le Titulaire doit disposer d'un pare-feu entrant sur la connexion internet et d'un pare-feu local sur les postes de travail.	Minimal
	Le Titulaire doit disposer d'un proxy web de sortie avec liste de blocage.	Avancé
Connaissance par le Titulaire de son système d'information	Le Titulaire réalise l'inventaire de l'ensemble de ses équipements, services, logiciels, données, traitements de données, accès et interconnexions vers l'extérieur et dispose d'une cartographie à jour de tous les systèmes.	Minimal
Protection de tous les terminaux	Le Titulaire dispose d'antivirus à jour des signatures sur tous les postes de travail.	Minimal
	Des dispositifs de détection et réponses aux terminaux (EDR) sont installés sur les postes de travail.	Intermédiaire
	Le Titulaire maîtrise également l'ensemble de sa flotte mobile via MDM (Mobile Device Management)	Avancé

Dès la notification du marché, le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, *a minima*, l'ensemble des mesures minimales définies.

Six mois après la date de notification du marché, le Titulaire rend compte à France Travail de cette mise en œuvre en lui retournant, au format Excel, le questionnaire Cybersécurité remis lors de la réunion de lancement. Ce questionnaire permet de définir le type de mesures effectivement mises en œuvre (minimal, intermédiaire, avancé).

Un plan de progrès pourra être demandé suivant les résultats issus du questionnaire.